

L'élection de Biden-Harris : un répit en vue de quoi ?

Thierry DE MONTBRIAL

J'ai écrit cette septième lettre le dimanche 8 novembre. Hier, la victoire du couple Joe Biden-Kamala Harris a été proclamée *urbi et orbi* par la presse mondiale. On nous dit cependant que les avocats de Donald Trump vont multiplier les recours et bien peu semblent penser qu'ils aient une chance d'aboutir. À ce stade, on doit donc prendre acte de ce que l'actuel occupant de la Maison-Blanche rejoint le club fort restreint des *one term presidents*. D'autres observations s'imposent non moins immédiatement. La vague bleue annoncée par les sondages n'a pas eu lieu, loin de là. Il s'en est fallu de peu que la balance ne penche en faveur de l'adversaire de Joe Biden dans les États pivots, d'où les recours. Les démocrates n'ont pas atteint leurs objectifs au Sénat et à la Chambre des représentants. Plutôt que de la victoire d'un homme, qui s'est peu dépensé pendant la campagne, on parle beaucoup de celle d'un couple : Biden-Harris. Ce point est capital, car le nouveau président paraît fragile et l'ancienne procureure de la Californie a des chances d'accéder à la Maison-Blanche dans quatre ans, sinon avant.

Or, contrairement à son ancien adversaire dans la bataille des primaires, Kamala Harris fait partie psychologiquement du nouveau monde, éloigné de l'Europe (mais proche de l'Asie), celui où se joue la compétition entre les États-Unis et la Chine pour l'accès à la primauté. Dans ce monde-là, les Européens sont relégués aux seconds rôles. En raison de son âge et de son expérience personnelle, le président élu (élu, sous réserve d'un coup de théâtre fort peu probable) reste attaché à l'Alliance atlantique, comme aussi certains de ses conseillers tel Anthony Blinken, bien connu en France. Mais les observateurs lucides savent que, au moins depuis le début de ce siècle, l'Europe n'a cessé de s'estomper dans l'esprit des acteurs comme des penseurs de la politique étrangère américaine. Avant d'entrer un minimum dans ce sujet, j'ajouterai encore deux remarques. D'abord, l'issue de l'élection du 3 novembre ne signifie nullement que les divisions de la société américaine vont disparaître comme par enchantement. Joe Biden est certainement plein de bonne volonté, mais il est tout sauf un enchanteur, et les raisons des divisions américaines, dont j'ai parlé dans

Thierry de Montbrial
est le fondateur et
président de l'Ifri.

Les opinions exprimées
dans ce texte n'engagent
que la responsabilité de
l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0255-7

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2020.

Comment citer cette publication :

Thierry de Montbrial,
« L'élection de Biden-
Harris : un répit en
vue de quoi ? »,
Éditoriaux de l'Ifri, Ifri,
9 novembre 2020.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : (0)1 40 61 60 00
E-mail : accueil@ifri.org

Site internet :
www.ifri.org

mes dernières lettres, sont profondes. Incidemment, le relatif échec des démocrates au Sénat et à la Chambre des représentants pourra aider le nouveau président à ne pas trop s'éloigner du centre, comme l'aurait souhaité Kamala Harris. Le point réellement important est que le trumpisme reste une force considérable dans le pays. Donald Trump lui-même pourrait continuer de l'incarner dans les prochaines années s'il ne dérape pas dans les prochaines semaines. À ce sujet – c'est ma seconde remarque – on doit se féliciter de ce que les explosions de violence au lendemain de l'élection, prédites par nombre d'analystes, n'aient pas eu lieu. On peut penser qu'elles ne seraient pas dans l'intérêt du président sortant, si du moins celui-ci songe à préserver un capital politique dont l'ampleur est indéniable.

À l'évidence, les débuts du 46^e président des États-Unis seront dominés par la pandémie de COVID-19 et ses conséquences de toutes sortes. Mais la politique étrangère n'attendra pas. Il est inutile de répéter ici le point de vue dominant parmi les experts reconnus sur le sujet, que l'on peut caricaturer ainsi : changement dans la forme (retour à la pratique classique de la diplomatie, à l'invocation des droits de l'homme, ou encore à une interprétation minimaliste du multilatéralisme), mais continuité dans l'objectif fondamental (*America First*) et dans l'attitude vis-à-vis des partenaires (« qui n'est pas pour nous est contre nous »). La culture américaine du pouvoir, au contraire de celle des Européens affaiblis par les deux guerres mondiales, est celle des rapports de force. Plutôt que d'enchaîner des lieux communs sur ces sujets, résumons à très grands traits trois points clés amplement développés dans mes écrits depuis trois décennies. Je me limiterai ici au point de vue européen.

1) La cause la plus fondamentale de la chute de l'URSS, et donc la fin de la guerre froide, fut la révolution des technologies de l'information et de la communication. On peut y voir le fruit du génie américain pour le capitalisme créatif et d'une culture unique dans son genre de soutien réciproque entre l'État et les entreprises quand l'intérêt national est en jeu. Cette révolution n'a cessé de s'approfondir depuis les années 1970. Elle est symbolisée aujourd'hui par les GAFA (Google – Apple – Facebook – Amazon), en quelque sorte les fers de lance de l'Amérique conquérante.

2) La vague libérale qui a submergé le monde entre la chute de l'URSS et la crise financière de la fin des années 2000 – en un temps où la Russie était hors-jeu ou très faible, et la Chine encore modeste

(son PIB était à peine égale à celui de la France quand elle a rejoint l'Organisation mondiale du commerce [OMC] en 2001) – a d'abord profité aux États-Unis. L'Amérique a ainsi pu consolider sa domination sur les pays peu soucieux d'indépendance nationale. Ce fut le cas des Européens, désormais soumis à l'extraterritorialité des lois américaines. La vague libérale a également bénéficié à la Chine. Grâce à un effort extraordinaire dans le secteur éducatif, celle-ci a fort habilement utilisé sa situation de réservoir mondial de main-d'œuvre à bas coût pour réaliser les gigantesques transferts de technologies grâce auxquels son accès à la primauté au cours du XXI^e siècle est devenu une possibilité sérieuse.

3) La réalité de base pour les prochaines décennies est la compétition stratégique sino-américaine, vis-à-vis de laquelle les puissances de second rang, comme l'Union européenne en tant qu'unité politique, devront prendre position. Donald Trump voulait se retirer de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Joe Biden voudra sans doute la renforcer, c'est-à-dire dans son esprit, rallier ses membres derrière la bannière étoilée, politiquement et économiquement, dans la lutte contre la Chine. Pour les Européens, dont l'appétit pour un rapprochement stratégique avec la Chine n'est pas débordant et qui, contrairement aux principales puissances asiatiques, n'ont pas brillé dans la course technologique, la tentation de s'en remettre encore plus que pendant la guerre froide au protectorat américain pourrait être irrésistible. Mais avec quelle perspective de long terme, et dans quelles conditions s'agissant de son voisinage immédiat en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique ? Telle est la question.

Dans l'immédiat, les Européens se réjouissent de l'élection d'un président américain à nouveau empathique qui leur fera bon accueil dans le bureau ovale et ailleurs. Ils ne sont pas les seuls à aspirer au répit, à un moment où ils font face à l'ennemi invisible qui les menace comme il menace les Américains. Puisse l'Alliance atlantique à court terme être d'abord l'alliance contre le virus. Pour une fois dans son histoire, n'avons-nous pas l'occasion de réinterpréter l'article 5 du traité et de mobiliser toutes les ressources de l'OTAN pour un combat collectif contre la pandémie ?